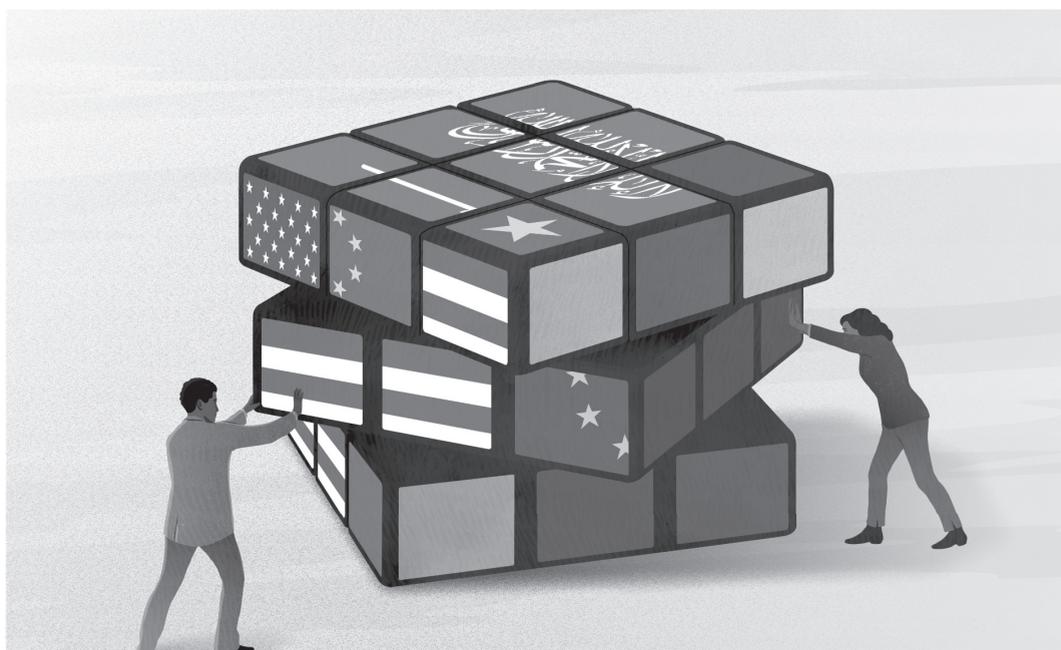


ramses 2025

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

ifri



ENTRE PUISSANCES ET IMPUISSANCE

- MOYEN-ORIENT : LA RECOMPOSITION SANS FIN
- ÉTATS-UNIS : L'EMPIRE INQUIÈTE...
- UNION EUROPÉENNE : UN DESTIN CONTRARIÉ ?

DUNOD

La Russie a-t-elle des alliés ?



<http://dunod.link/ramses25-06>

Chine, Iran, Corée du Nord

Depuis son agression en Ukraine, la Russie développe ses liens avec trois États qui l'accompagnent dans sa contestation de l'ordre occidental. Le partenariat avec la Chine, inégal, est cependant destiné à durer. Avec l'Iran fonctionne une solidarité de sanctionnés. Et la relation avec Pyongyang est essentiellement opportuniste.

La guerre d'Ukraine et les sanctions occidentales ont contraint Moscou à redéfinir ses partenariats. Loin d'être isolée, la Russie sait tirer profit d'une scène politique mondiale hétéroclite et interconnectée qui lui permet de contourner les sanctions, de réorienter ses exportations, voire même de déstabiliser l'espace euro-atlantique et les positions occidentales dans le monde.

Trois pays se sont particulièrement distingués en apportant une aide cruciale à la Russie et en soutenant, directement ou indirectement, son effort de guerre en Ukraine : la Chine, l'Iran et la Corée du Nord. Quelles sont leurs motivations ? Comment leurs relations avec la Russie se (re)structurent-elles ? Peuvent-ils être des soutiens viables et décisifs pour Moscou dans sa guerre contre l'Ukraine ? Peut-on parler d'un bloc, voire d'une alliance en formation ?

Moscou-Pékin : succès et limites d'un partenariat asymétrique

Depuis plus de dix ans, la relation déséquilibrée entre Moscou et Pékin a connu un véritable essor. De l'annexion de la Crimée à février 2022, la part de la Chine dans le commerce de la Russie a presque doublé en atteignant 18 %, quand la part de cette dernière dans le commerce chinois n'était que de 2,5 %. L'accroissement considérable de ces échanges après le 24 février 2022 a renforcé une relation intrinsèquement asymétrique. Si la Chine exporte des biens vers la Russie qu'elle seule peut lui procurer (équipements industriels, voitures et appareils électroniques), la Russie lui vend pétrole, gaz naturel et charbon, que la Chine pourrait obtenir ailleurs. Cette dépendance a été rationalisée par Vladimir Poutine, qui a justifié la soumission d'Alexander Nevski à la Horde d'Or : non seulement celle-ci ne menaçait pas l'identité russe – contrairement à l'Occident aujourd'hui – mais elle permettait à Moscou de lutter efficacement contre l'Ouest.

Comme le Kremlin, Xi Jinping estime nécessaire de s'opposer à l'Occident, et même de créer une alternative à l'ordre mondial existant, prétendument unipolaire

et injuste. L'intérêt de la Chine est de maintenir une Russie non occidentale, stable et assez puissante pour être un soutien dans une lutte commune contre les États-Unis. À l'instar de Moscou, Pékin a accepté de sacrifier sur l'autel des considérations idéologiques les avantages réels et potentiels dont la Chine bénéficiait en maintenant une position ambiguë vis-à-vis de l'Occident. Entre 2022 et 2023, Pékin a ainsi quadruplé les montants des prêts accordés à Moscou et a massivement exporté vers la Russie des biens à double usage, indispensables à l'armée et à l'industrie de défense russes pour continuer la guerre en Ukraine : puces électroniques, optique, moteurs pour drones et missiles balistiques, imagerie satellitaire, nitrocellulose, véhicules tout-terrain, machines-outils à commande numérique, roulements à billes industriels, engins de chantier, etc.

Pourtant, la Chine ne prend pas officiellement parti et ne se sent pas encore assez forte pour renoncer aux échanges économiques et technologiques avec l'Occident. L'annonce, fin 2023-début 2024, de sanctions occidentales secondaires a déjà commencé à entraver les échanges entre la Russie et la Chine, conduisant à des contrôles plus stricts des transactions, à des retards de paiement de plusieurs mois, voire à des interruptions pures et simples d'activités. Ce qui poussera les deux États à opter pour des solutions plus précaires et plus coûteuses, y compris *via* des pays tiers.

La relation entre la Russie et la Chine connaît d'autres limites qui en renforcent l'asymétrie. Ainsi, bien que la Chine ait augmenté ses importations de pétrole brut russe depuis 2022, non seulement Pékin a bénéficié de prix réduits mais maintient un mix énergétique diversifié laissant penser que la Russie a déjà atteint son plafond. Les exportations de gaz naturel russe par pipeline sont, elles, contraintes par les infrastructures existantes et prévues, qui ne permettront pas de dépasser le quart des volumes exportés vers l'Europe en 2021. En outre, Pékin, qui tient à la sécurité et la diversification de ses approvisionnements, n'a pas encore accepté la construction du *Power of Siberia 2*, dont la Chine n'a pas un besoin impérieux. Enfin, dans le domaine militaire, la Russie possède encore des technologies de pointe qui intéressent la Chine, mais l'industrie de défense chinoise a progressé, et les sanctions contre Moscou et la guerre d'Ukraine poussent Pékin à se libérer de certaines dépendances militaires à l'égard de la Russie.

Si la Chine ne peut pas remplacer l'Occident comme partenaire économique et technologique de la Russie, leur partenariat s'inscrit dans le long terme et devrait se renforcer.

Russie-Iran : l'entraide contrainte des sanctionnés

Alors que la coopération russo-iranienne s'est renforcée depuis l'intervention russe en Syrie en 2015, le 24 février 2022 a réellement transformé la relation entre les deux pays. Moscou semble avoir révisé ses précédentes positions sur l'Iran, déterminées à la fois par la conscience des enjeux de sécurité liés à la prolifération nucléaire et par le jeu diplomatique avec l'Occident. Depuis deux ans, la Russie, qui a protégé Téhéran des inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique, semble estimer qu'un Iran proche d'elle, contestant aussi l'ordre international dominé par l'Occident, compte davantage qu'un Iran non nucléaire.

L'aide militaire apportée par l'Iran à la Russie a été cruciale en Ukraine : drones, missiles balistiques sol-sol, obus d'artillerie... Les deux États coopèrent en outre pour assembler des drones iraniens dans des usines au Tatarstan. De son côté, la Russie dispose d'armes (*Su-35, S-400...*) qui pourraient considérablement améliorer les défenses anti-aériennes et antimissiles de l'Iran, et collabore avec celui-ci dans les domaines cybernétique et spatial (contrôle des populations, renseignement...). En outre, les deux pays s'entraident pour intensifier la pression sur le contingent de troupes américaines en Syrie, tandis que Moscou apporte un soutien militaire et diplomatique à l'« axe de la résistance », y compris après le 7 octobre. Pour élargir leurs échanges économiques et militaires, la Russie et l'Iran tentent d'améliorer la connectivité entre eux et d'ouvrir une voie vers les marchés asiatiques, *via* des investissements dans la mer Caspienne et dans l'*International North-South Transit Corridor* (INSTC).

Cette coopération a toutefois de fortes entraves, largement dues aux sanctions imposées aux deux pays. Sur le plan militaire, l'acquisition d'armes russes par l'Iran peut être sujette aux retards de paiements, à des problèmes techniques et à des contraintes propres à l'industrie de défense russe. En outre, si l'Iran et la Russie tentent de contourner le système bancaire SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication), ils sont réduits à des projets d'investissement mineurs comme les ports ou les chemins de fer, et confrontés au manque d'infrastructures. La construction de l'INSTC réclamerait des dizaines de milliards de dollars, et les sanctions freinent l'ensemble des partenaires, dont l'Inde. Par ailleurs, l'annonce par Gazprom d'un investissement de 40 milliards dans le secteur énergétique iranien est non seulement irréaliste mais encore très insuffisant : le seul secteur pétrolier aurait besoin de 275 milliards de dollars... Au niveau géopolitique, une « alliance » entre les deux États limiterait la marge de manœuvre de Moscou avec les monarchies du Golfe, dont elle a besoin. Téhéran pourrait, de son côté, chercher à profiter de sa position de soutien militaire à la Russie pour faire chanter l'Ouest et améliorer ses relations avec lui ; ce qui pourrait compromettre les transferts de technologies militaires russes vers l'Iran. Bien que freinée par d'importants écueils, cette collaboration permet à Moscou et Téhéran de s'apporter une aide concrète dans leurs actions agressives respectives contre l'Occident et ses prétendus *proxies*.

Russie-Corée du Nord : opportunisme et billard à trois bandes ?

Jusqu'à la fin des années 2010, les relations entre la Russie et la Corée du Nord étaient déterminées par les engagements de Moscou en matière de non-prolifération et de sanctions, ainsi que par les échecs à développer des liens économiques et énergétiques. Entre 2022 et 2024, Moscou a toutefois progressivement rompu avec le régime de sanctions imposé par l'Organisation des Nations unies (ONU) à Pyongyang, ainsi qu'avec ses engagements en matière de non-prolifération. L'accord entre la Russie et la Corée du Nord pour la livraison de plusieurs millions d'obus d'artillerie à Moscou a violé au moins dix résolutions de sanctions du Conseil de sécurité. En échange de cette aide militaire précieuse pour l'armée russe enlisée en Ukraine, Kim Jong-un pourrait accepter une coopération spatiale et un transfert de technologies militaires. Les deux pays ont même fini par conclure,

en juin 2024, un partenariat renforcé dans divers domaines (politique étrangère, défense, commerce).

Cette entente, alimentée par une contestation commune de l'ordre international dominé par l'Occident, semble toutefois limitée par les relations commerciales Moscou/Séoul, qui dominent largement les relations Moscou/Pyongyang. Si Kim a volontiers qualifié les nouvelles relations de « coopération stratégique » et même d'« alliance », Vladimir Poutine s'est montré plus prudent. Par ailleurs, la présence de la Chine, « patron » de Pyongyang, tend à limiter les potentiels débordements découlant de ce partenariat entre la Russie et la Corée du Nord.

En se rapprochant de Pyongyang, Moscou a cherché à s'approvisionner en munitions, à déstabiliser le système international, à créer des dilemmes aux États-Unis hors du théâtre européen et enfin, à faire pression sur la Corée du Sud pour qu'elle ne franchisse pas de « ligne rouge » en livrant des armes à l'Ukraine. Le partenariat renforcé récemment conclu entre Moscou et Pyongyang conduit toutefois déjà Séoul à envisager de la franchir. La Russie semble penser que la déstabilisation des alliés des États-Unis est le meilleur moyen de gagner la guerre en Ukraine.

Depuis le 24 février, les relations interétatiques de la Russie sont déterminées par la triple nécessité de gagner la guerre en Ukraine, d'assurer un développement économique sans l'Occident et de déstabiliser les positions occidentales dans le monde. Moscou a ainsi fait d'importantes concessions à trois États, unis par l'anti-américanisme et la contestation de l'ordre international, qui l'ont aidée à atteindre ses objectifs. En retour, la collaboration d'une puissance comme la Russie avec de tels partenaires peut décupler leur potentiel de nuisance.

Néanmoins, de fortes limites entravent le développement des relations de Moscou avec chacun de ces pays. Et par ailleurs ces acteurs ne forment pas un bloc, encore moins une alliance, tant sont marquées les divergences d'intérêts et d'agendas. C'est moins le partage de valeurs communes que leur opposition à l'Occident qui les réunissent. Toutefois, la Chine pourrait s'impliquer davantage, réussir à créer des synergies entre ces États et d'autres pays qui contestent l'ordre international et qui s'opposent à l'Occident, et les rendre ainsi encore plus dangereux qu'ils ne le sont aujourd'hui.

D. M.

Pour en savoir plus

- A. Gabuev, « Putin and Xi's Unholy Alliance », *Foreign Affairs*, 9 avril 2024.
- E. Geranmayeh et N. Grajewski, « Alone Together: How the War in Ukraine Shapes the Russian-Iranian Relationship », *Policy Brief*, European Council on Foreign Relations, 6 septembre 2023.
- « The Surge of Activity in Relations Between North Korea and Russia », *Comment*, vol. 29, n° 30, International Institute for Strategic Studies, novembre 2023.

Voir également la carte « Les principaux partenaires de la Russie », page 372 de cet ouvrage.

